

Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020, encore et toujours de l'austérité

Pour le gouvernement, le PLFSS 2020 a pour objectif de « maîtriser les comptes sociaux » c'est-à-dire réduire les dépenses publiques.

L'an dernier, le gouvernement annonçait la fin du déficit de la sécu, mais aujourd'hui il prévoit 5,4 milliards d'euros de déficit pour 2019 et 5,2 milliards pour 2020. Une partie de ce déficit s'explique par une moindre croissance, mais la plus grande partie est due à la non compensation par l'État de baisses de cotisations que celui-ci a décidé sur les heures supplémentaires et à la non augmentation de la CSG pour les petites retraites. Ce que nous avons dénoncé au moment des concessions gouvernementales aux mouvements sociaux (retraité-es, Gilets jaunes...) s'avère vrai. Avec un gouvernement qui choisit de supprimer des cotisations plutôt que d'augmenter les salaires... Ce sont 6,4 milliards qui sont ainsi volés à la Sécurité sociale. **La sécu et son argent appartiennent aux seuls assuré-es sociaux ! Le service public de santé est notre bien commun !**

Le gouvernement continue d'exonérer de cotisations les heures supplémentaires et reconduit une prime exceptionnelle exonérée elle aussi pour les salaires modestes et évidemment l'État ne compensera pas les pertes de recettes pour la Sécurité sociale. Même des députés de la majorité ont essayé de remettre en cause cette non compensation qui ne respecte pas la loi Veil qui avait arrêté le principe de compensation intégrale. Malgré un vote en commission des affaires sociales, la majorité à l'Assemblée Nationale a maintenu la non compensation par l'État des exonérations de cotisations.

L'Objectif national des dépenses de l'assurance maladie (ONDAM) sera de 2,3 % en 2020 alors qu'il était de 2,5 % en 2019. Et c'est encore pire pour les hôpitaux qui subissent un ONDAM à 2,1 % (alors qu'il faudrait 4,4 % pour seulement maintenir l'existant !) soit 800 millions d'économies ou plutôt de restrictions budgétaires. Alors que les hôpitaux sont dans une situation catastrophique, que les urgences n'en peuvent plus, le gouvernement continue de réduire les moyens. Les hôpitaux devront continuer à se serrer la ceinture. Même les représentants des directions des hôpitaux publics et des cliniques privées (Fédération hospitalière de France et Fédération hospitalière privée) dénoncent ce PLFSS. Ce sont les malades et les personnels qui vont en subir les conséquences.

Alors que le gouvernement et les Agences Régionales de Santé continuent de fermer des maternités, le gouvernement propose... « un bouquet de services » pour les femmes enceintes habitant à plus de 45 minutes de la maternité. La maternité sera toujours aussi loin mais le gouvernement envisage de prendre en charge le transport entre le domicile et la maternité ou l'hébergement à proximité de la maternité. C'est vraiment se moquer des femmes !

Le gouvernement veut favoriser la pertinence et l'efficacité des soins. L'idée pourrait être intéressante s'il ne s'agissait pas simplement de vouloir faire des économies à tout prix.

Le gouvernement est fier d'annoncer qu'il met de l'argent pour les EHPAD et les personnes âgées. Ce qu'il propose est largement insuffisant : 5 200 créations de postes sont programmées alors que les organisations syndicales en réclament 40 000 ! Et, en plus, l'argent est récupéré sur d'autres postes de dépenses.

Le gouvernement vante la mise en place d'une indemnité pour les proches aidants. Mais cette indemnité est limitée à... 3 mois. Cela reste très loin des besoins.

Derrière les discours trompeurs sur la justice sociale, ce gouvernement continue sa politique de démantèlement de la protection sociale solidaire. Toujours moins de moyens pour la Sécurité sociale, pour la santé et pour les hôpitaux.

**31 rue de la Grange
aux belles
75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

